

donné le peu d'envergure des compagnies, en fait aucune n'était ou n'est capable de mettre au point les arrangements de commercialisation et de vente nécessaires à cause de la pénurie de produits diversifiés, de volume, de fonds et, probablement ce qui est plus important, de connaissances techniques. On a donc suivi la voie la plus facile: des ventes au volume de denrées de faible valeur par l'entremise de courtiers, méthode qui garantit le plus bas rendement possible. Depuis la seconde guerre mondiale, les pays producteurs de poisson de l'Occident, à l'exclusion du Canada et des États-Unis, ont subventionné de façon croissante toute l'industrie. On peut se renseigner sur la forme et l'application de ces régimes multiples et variés.

Les pays derrière le rideau de fer, ces dernières années, se sont aussi attaqués en masse aux pêcheries de l'Atlantique-Nord et, à l'heure actuelle, alors que les flottes canadiennes jaugeant 40,000 tonneaux font la pêche en haute mer, les flottes européennes subventionnées jaugeant 2,800,000 tonneaux pêchent au large de la côte est. Je vais m'exprimer un peu différemment: pour chaque navire jaugeant un tonneau qui quitte le Canada il y a déjà des navires jaugeant 80 tonneaux qui pêchent dans l'Atlantique du Nord-Ouest en provenance des pays d'Europe centrale et occidentale. Nos principaux concurrents de l'Europe occidentale, la Norvège, l'Islande et le Danemark, sont subventionnés de bien des façons. Parmi les principales, il y a d'abord, la subvention au prix d'achat du matériel brut; par exemple, en Norvège, où les pêcheurs touchent 6.77c. la livre pour la morue, le gouvernement verse la moitié du montant; deuxièmement, la subvention sur le coût de la main-d'œuvre; troisièmement, la subvention à la transformation et à la commercialisation par l'entremise d'organismes encouragés et même dirigés par l'État. Pour ce qui est de l'Islande, dont l'économie dépend surtout de la pêche, elle a choisi comme méthode de subvention de dévaluer constamment sa monnaie. Cet état de choses ne peut durer, bien entendu, mais ces dernières années l'Islande a dévalué sa monnaie de 26 p. 100. C'est pour toutes ces raisons et bien d'autres que nous, de la côte atlantique, ne pouvons concurrencer les flottes européennes largement subventionnées. Les avantages marginaux dont bénéficient les Canadiens et qu'on pourrait considérer comme une forme de subvention, soit l'assurance-chômage, l'aide aux personnes en état de travailler, surtout en ce qui concerne les pêcheurs, encouragent plus la non-productivité que la productivité.

L'un des principaux problèmes de l'industrie de la pêche au Canada, surtout à Terre-Neuve, c'est l'augmentation désordonnée des

petites sociétés privées. Surtout parce qu'elles manquent de ressources financières, ces sociétés tirent de l'arrière faute d'outillage de pêche et de transformation moderne. Les compagnies et les fabriques particulières ne sont pas assez importantes pour recruter un personnel professionnel dans les domaines de l'administration, de la comptabilité, de la technologie, de la mise en marché et des ventes de leur entreprise, comme peuvent le faire nos gros concurrents européens. L'individualisme du propriétaire terre-neuvien est tel qu'il évite les fusionnements ou une autre forme de collaboration qui lui feraient effectivement perdre la mainmise sur son entreprise. L'individualisme était une qualité qu'on admirait lorsqu'un particulier pouvait tenter de rivaliser avec son homologue dans un autre village de Terre-Neuve. Toutefois, il ne peut survivre dans le domaine international où Terre-Neuve doit livrer concurrence actuellement. Même si la chose peut sembler désagréable pour certains, n'empêche que le temps est révolu où il n'y avait dans un village qu'un seul propriétaire d'un cheval et d'une carriole.

Ces éléments, ainsi que la politique fortuite du gouvernement provincial qui offre de grosses sommes à l'industrie de façon non planifiée et non rentable, ont abouti à la présente situation catastrophique. Nous pouvons facilement définir les problèmes et leurs causes, mais il est beaucoup plus difficile de trouver des solutions. Toutefois, je tenterai sincèrement d'offrir des solutions dans une minute ou deux après avoir signalé à la Chambre la gravité de la situation.

Je crois pouvoir démontrer que la question est urgente et critique. Je crois pouvoir expliquer les dimensions du problème, ses causes et ses effets. Je pense même pouvoir proposer des suggestions en vue de sauver cette partie importante de l'économie canadienne et lui rendre sa pleine capacité de production. Mais, ce qui est peut-être plus important encore, étant donné l'inconscience apparente du gouvernement et son apathie, je puis prédire ce qui attend le gouvernement s'il ne prend pas des mesures immédiates pour remédier à la situation. Il y aura, sur notre côte est, des milliers et des milliers de Canadiens sans travail, sous-alimentés et mal logés. Cela pèsera lourdement sur l'économie de la région et, en fin de compte, sur l'économie nationale. Il y aura des banqueroutes, et les créanciers encaisseront de lourdes pertes. De partout on réclamera à grands cris des secours directs, des subventions et des paiements d'urgence de toute espèce.

Comme les paiements d'appoint ont cessé à la fin d'octobre, les sociétés de Terre-Neuve vont désormais essayer de vivre des seuls